

Dialogue national Démocratie nouvelle favorable !

SM

Libreville/Gabon

Cette décision découle de la réunion du Bureau national du parti politique présidé par René Ndemezo'Obiang. Laquelle s'est tenue hier à son siège, situé non loin de l'École normale de Libreville. 32 membres sur 42, ont pris part à cette ces travaux.



Photo : Wilfried Mbinah

Les travaux de cette réunion ont été dirigés par le président de DN, René Ndemezo'Obiang.

DÉMOCRATIE nouvelle (DN), parti politique de l'opposition dirigé par René Ndemezo'Obiang, prendra finalement part au dialogue national proposé par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Cette décision a été prise au terme d'une réunion qui a rassemblé trente-deux membres du Bureau national de cette formation politique, sur les quarante-deux possibles. Au terme des travaux, ce sont finalement 31 des 32 membres présents, qui ont voté en faveur d'une participation à ces assises nationales. Selon le porte-parole du Bureau national, Jonathan

Ndoutoume, la rencontre de ce jour fait suite à des réflexions et débats de "fond" menés par les secrétaires provinciaux et nationaux du parti. Lesquels ont la charge des organismes spécialisés de DN. Ces réflexions, dit-il, avaient porté sur plusieurs points parmi lesquels, l'opportunité ou non de la participation de Démocratie nouvelle au dialogue national inclusif, les conditions de cette participation, le format du dialogue, les sujets à débattre, et les clauses et les conditions de leur mise en application.

Au nombre des conditions préalables fixées par le Bureau national réuni hier, on compte : «la libération sans condition de tous les Gabonais et Gabonaises arrêtés et détenus jusqu'à présent suite aux dramatiques événements survenus après l'annonce des résultats par le ministère de l'Intérieur». Puis, «la lumière sur les nombreuses disparitions enregistrées au cours des violences post-électorales et en déterminer les responsabilités, avec mise sur pied d'une commission internationale». Y compris, «la cessation immédiate des arrestations ar-



Photo : Wilfried Mbinah

Seuls dix membres, dont les quatre vice-présidents de ce parti, étaient absents.

bitraires des leaders et militants de l'opposition». Non sans également exiger du pouvoir en place, "l'acceptation d'une médiation internationale crédible". De façon précise, «la supervision du dialogue politique national par des facilitateurs internationaux de l'Onu, l'UA, l'UE, etc.». Laquelle, selon le porte-parole, garantirait le suivi et l'effectivité de l'exécution des décisions qui y seront adoptées. Les membres de ce bureau proposent, entre autres, que les sujets, au cours de ce dialogue, soient centrés,

sur : «la révision profonde de la Constitution actuellement en vigueur ; l'adoption des réformes institutionnelles pour établir une véritable démocratie fondée sur l'équilibre des pouvoirs et la redéfinition des rôles et des missions spécifiques des institutions en charge du processus électoral dans notre pays». soulignons au passage que les quatre vice-présidents de ce parti n'ont pas pris part à cette réunion. Sans doute d'un désaccord avec la position adoptée par leurs collègues.